

NUMÉRO #1 | MARS - AVRIL 2016

TRADECOM II NEWS

BULLETIN D'INFORMATION DU PROGRAMME TRADECOM II

MESSAGE DE BIENVENUE DU SSG

M. Viwanou GNASSOUNOU

Sous-Secrétaire Général du Groupe ACP

Développement économique durable et commerce

C'est avec une grande satisfaction que j'ai pu observer au courant du mois de décembre 2015, l'installation de l'Unité de Gestion de Programme annonçant par cet acte, le lancement effectif de la mise en œuvre du Programme TradeCom II, successeur du Programme Trade.Com Facility et du Programme Système Commercial Multilatéral (MTS). Ce nouveau programme est idéalement conçu pour venir en complément à d'autres programmes régionaux, nationaux et continentaux. Cibler les problèmes à un niveau régional et multilatéral permettra de réaliser des économies d'échelle tout en conservant la portée des deux précédents programmes ; ce qui, pour le Groupe des Etats ACP est d'un intérêt primordial.

Je tiens à féliciter Agriconsulting Europe (AES) pour avoir remporté cet appel d'offres très disputé, et pour avoir mis en place une équipe exceptionnelle. Mais comme dit le proverbe, « A qui on aura beaucoup donné, il sera beaucoup demandé ». C'est pourquoi, il est beaucoup attendu de TradeCom II et de ses gestionnaires, eu égard aux nombreux besoins déjà identifiés et de l'immense espoir qu'il a suscité. La ferveur démontrée par les gestionnaires du programme est de bon augure pour la suite. Ce doit être rappelé, tant les bénéficiaires ACP de toutes régions ont attendu le lancement du Programme avec beaucoup d'impatience. L'attente d'une assistance technique ciblée est latente et s'inscrit dans l'urgence. Les besoins sont identifiés et un processus conforme aux requêtes basées sur la demande est enclenché.

Orientation stratégique

La réflexion en cours sur l'avenir du Groupe des Etats ACP, souligne la nécessité d'approfondir les relations intra-ACP, tout en renforçant les liens et la coopération entre eux dans des domaines tels que le commerce, l'investissement, la technologie et aussi l'innovation. L'attention sera également portée sur l'optimisation des partenariats sud-sud et nord-sud et sur un appui et un renforcement des échanges commerciaux ACP-UE ; ces différentes formes de coopération économique étant bâties depuis de nombreuses années sur une relation historique.

Dans ce contexte, me semble-t-il, il y a une valeur ajoutée au Programme TradeCom II qui vient du fait qu'en soutenant le développement et la mise en œuvre des politiques commerciales, les Etats et les régions ACP seront gagnantes si elles réussissent à améliorer leurs échanges commerciaux dans le secteur des biens et services. De même, le soutien à une participation effective du groupe des Etats ACP dans les négociations commerciales multilatérales et la mise en œuvre de ces accords, permettra de renforcer la position et la pertinence du Groupe.



Sur un plan régional et dans le cadre de nos relations bilatérales avec l'Union européenne dans les domaines économique et commercial, les perspectives et enjeux relatifs aux Accords de Partenariat Economique (APE) seront abordés, en vue de maximiser les avantages qui peuvent en découler. Cela devrait, de toute évidence, renforcer les processus d'intégration régionale et accroître le commerce intra-ACP.

Les perspectives à court terme

Je profite de cette occasion pour souligner l'excellente coopération de la Commission européenne. Elle a permis non seulement de financer ce programme et ceux qui l'ont précédé, mais également de jouer un rôle utile, en sa qualité de Co-gestionnaire avec le Secrétariat ACP. Je tiens à réaffirmer à toutes les parties prenantes, la disponibilité et la volonté du Secrétariat ACP d'œuvrer, à travers un engagement et un dévouement sans faille. Nous ferons en sorte que le programme puisse répondre aux objectifs fixés.

DANS CE NUMÉRO

VISION ET PERSPECTIVES DU PROGRAMME TRADECOM II

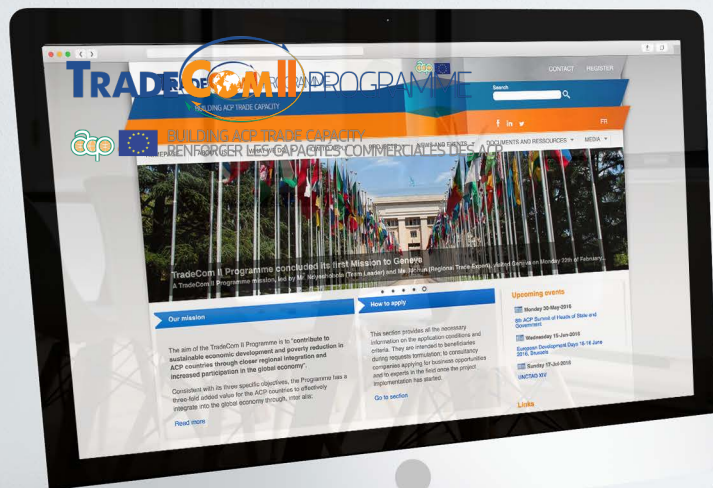
A. NDYESHOBOLA

LE BESOIN URGENT DE DONNÉES COMMERCIALES DANS LES PAYS ACP

POONAM D. MOHUN

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES: LES RÉGIONS ACP AU SERVICE DU MULTILATÉRAL ?

DR. EL HADJI A. DIOUF



VISION ET PERSPECTIVES DU PROGRAMME TradeCom II



Ahmed NDYESHOBOLA

TradeCom II - Chef de Programme

Fondement

Par sa conception, le Programme TradeCom II reprend le travail déjà accompli par les deux précédents programmes distincts d'appui au commerce tous ACP à savoir, le Programme du TradeCom Facility et le Programme du Système Commercial Multilatéral ACP (MTS). À cet égard, et pour en assurer une pleine continuité, le programme a été conçu avec un triple objectif :

1. Renforcer la capacité des pays ACP à développer et à appliquer des politiques commerciales adaptées ;
2. Aider les pays du groupe ACP à participer efficacement aux négociations commerciales internationales et à mettre en application les accords commerciaux internationaux à leur profit ; et
3. Renforcer la compétitivité du secteur privé ACP en soutenant la promotion et la facilitation du commerce.

Concept

La stratégie de mise en œuvre du Programme vise à faciliter l'intégration des pays du groupe ACP dans l'économie mondiale et dans les chaînes de valeur en améliorant entre autres, leur capacité à développer et appliquer des politiques commerciales adaptées tout en renforçant leur compétitivité. Elle visera également à aider les pays du groupe ACP à construire et à renforcer leurs capacités commerciales aux niveaux national et régional par le biais d'une combinaison de mesures portant, d'une part sur une assistance technique dans le cadre du volet Devis-Programme et d'autre part, sur le renforcement des capacités dans le cadre du volet Subvention. Ces deux volets, Assistance Technique et Subvention, sont les principales modalités d'exécution du Programme.

Découlant du TradeCom Facility et du MTS ACP, le programme TradeCom II en a élargi le champ d'application. L'expérience acquise et les renseignements récoltés à travers l'évaluation des besoins et le nombre de requêtes d'assistance reçues à ce jour des bénéficiaires font que les priorités de la composante Assistance technique sont les suivantes :

1. Appui à l'élaboration et à l'application de politiques commerciales inclusives et adaptées avec une attention particulière portée sur la suppression des obstacles non tarifaires ;
2. Appui à la participation effective des Etats du groupe ACP



en matière de négociations commerciales régionales et à la mise en œuvre des accords en découlant, notamment les Accords de Partenariat Economique (APE) ;

3. Améliorer la facilitation du commerce et la compétitivité du secteur privé ;
4. Appui aux Communautés Economiques Régionales (CERs) et autres institutions liées au commerce en vue d'aider les Etats membres à appliquer les accords commerciaux régionaux ainsi qu'à promouvoir le commerce intra-ACP ; et
5. Renforcer la participation effective des Etats du groupe ACP dans les négociations commerciales multilatérales, y compris dans leur processus d'adhésion à l'OMC.

Fondé sur un cadre de travail axé sur la demande, des études et actions visant à renforcer les connaissances de base seront menées de manière à les inclure dans les priorités énoncées ci-dessus.

Dans le cadre de l'appui et de l'amélioration de la pérennité des actions de renforcement des capacités commerciales dans les pays du groupe ACP, les priorités pour le volet Subvention peuvent inclure :

1. Des actions et activités d'appui à la mise en œuvre des APE et des accords de l'OMC, au bénéfice des organisations en charge du renforcement des capacités liées au commerce ACP ;
2. Un appui à la formation et aux travaux de recherche dans les pays du groupe ACP ;
3. Des programmes d'appui aux associations professionnelles ACP travaillant dans le secteur du commerce ;
4. Un appui aux activités de réseautage entre groupes de réflexion et organisations connexes.

Marche à suivre

Compte tenu du formidable retour obtenu des bénéficiaires ACP, l'Unité de Gestion du Programme aura pour tâches immédiates de traduire ces demandes en projets concrets. La plupart de ces tâches seront effectuées dans les prochaines semaines afin de pouvoir satisfaire au plus tôt les besoins des bénéficiaires.

De même, les modalités de lancement du volet Subvention seront également finalisées très prochainement. Cette opération sera originale et d'envergure. Elle favorisera une participation de type transversal, conjointe et jumelée entre bénéficiaires des pays ACP et de leurs partenaires membres de l'UE.

Dans le même temps, l'Unité de Gestion du Programme continuera à mettre en œuvre les différentes actions de visibilité, et notamment en participant cette année, aux Journées européennes du développement (JED16) ; à la CNUCED 14, en partenariat avec le Programme des Obstacles Techniques au Commerce EU-ACP (OTC) et du Centre technique de coopération agricole et rurale EU-ACP (CTA) ; et au Forum de l'OMC.

Il sera procédé à des mises à jour régulières relatives à la mise en œuvre du programme et actions connexes dans ce bulletin d'informations périodique et également sur le site Web du Programme.

LE BESOIN URGENT DE DONNÉES COMMERCIALES DANS LES PAYS ACP



Poonam D. MOHUN

TradeCom II - Expert en Commerce Régional

Le pilier du TCII est axé sur la demande

L'un des principaux piliers du TradeCom II est sa composante axée sur la demande. Dans ce cadre, l'UGP répond aux demandes des bénéficiaires, prépare les documents nécessaires et accompagne les bénéficiaires dans toutes les procédures de mise en œuvre.

Aujourd'hui, nous comptons plus de 155 requêtes de projets reçues et discutées avec divers Etats membres ACP (dont entre autres, le Kenya, le Cameroun, la Tanzanie, le Sénégal, Maurice et Vanuatu) et régions (dont entre autres, l'OECO, CARICOM, CEDEAO, CEMAC et le COMESA). Sur la base de ces requêtes, des projets concrets qui seront mis en œuvre dans les différents pays / régions sont en cours d'élaboration.

Challenge au niveau politique

Une des problématiques pour laquelle les bénéficiaires ACP demandent une assistance technique au TradeCom II, est la remédiation au manque réel de données statistiques, en matière commerciale, dans la plupart des pays et régions ACP. Tout comme pour un grand nombre de pays et régions du monde, les Etats ACP négocient et signent des accords commerciaux bilatéraux, régionaux et multilatéraux. C'est pourquoi, la disponibilité de données statistiques fiables est un des défis majeurs dans la réussite de négociations. L'incidence d'un manque de données fiables et actualisées fait que souvent, les décideurs politiques se reposent sur des informations erronées ou obsolètes. En conséquence, il leur est difficile d'identifier clairement les solutions à proposer ou bien même, d'évaluer précisément l'impact de leurs décisions sur le commerce.

Challenge pour le secteur privé

Ce challenge est aussi fortement ressenti par le secteur privé qui a besoin de données statistiques fiables pour évaluer les marchés potentiels, mener des études de marché et en trouver d'autres. L'accès limité à l'information et aux opportunités commerciales potentielles restent un obstacle majeur pour tout commerçant, en particulier, ceux qui veulent se diversifier et désirent commercer avec des partenaires non traditionnels.

Afin d'améliorer les opportunités d'échanges commerciaux ACP, les ressources et réseaux d'information sur le commerce doivent être construits et réalisés d'une façon simple et facile d'accès pour le public. Avec pour conséquence, un renforcement des capacités de veille concurrentielle à tous les niveaux, y compris pour les CERs et les institutions nationales d'appui au commerce. Par ailleurs, les données commerciales fournissent aux utilisateurs une flexibilité analytique plus large en matière de performance, d'opportunités et de menaces.

Challenge pour le commerce des services

La problématique est encore plus parlante en matière de commerce de services. Les services ne traversent pas la douane et par conséquent, ne disposent pas de systèmes de mesure tels que les biens matériels. En général, il y a un manque cruel d'informations, de données et de compréhension dans ce domaine. A un niveau politique, la plupart des pays et régions ACP n'ont toujours pas retranscrit dans leur législation les engagements pris avec l'OMC ou dans le cadre des accords commerciaux régionaux. Le cas échéant, leur application reste généralement faible.

Bien que catalogué comme domaine émergent qui jouit d'une reconnaissance accrue dans de nombreux pays du groupe ACP, la performance en matière de commerce de services est encore faible dans beaucoup de ces pays. Beaucoup sont conscients du fort potentiel de croissance, non seulement dans les secteurs traditionnels comme le tourisme, mais aussi dans de nouveaux secteurs de services attendus tels que le domaine médical. Ils reconnaissent que de nouvelles possibilités de diversification existent. En conséquence, il ne serait pas surprenant que le soutien du TradeCom II soit également recherché dans le domaine du commerce des services. A cet égard, des études et des évaluations sont nécessaires pour en renforcer les capacités. Un partage d'expériences entre régions ACP est également envisagé.

En l'absence de statistiques, il est très difficile aux Etats ACP d'identifier leurs intérêts dans les divers secteurs de services. Il est tout autant difficile pour les décideurs politiques à analyser et à élaborer des politiques éclairées en la matière. Il est donc vital d'améliorer le service de collecte de données statistiques dans le domaine du commerce.

Les données commerciales relatives au genre

Une autre demande attendue concerne les questions relatives aux données statistiques commerciales en matière de genre. Il est généralement admis que pour soutenir le commerce et le développement, les questions liées au genre doivent être prises en compte. Le but est d'améliorer l'égalité des sexes, la croissance du pays, de la région et de son économie ; d'où les fortes implications socio-économiques en matière de genre. Il ne fait aucun doute que les contributions économiques des femmes rehaussent la productivité et la croissance dans leur pays, stimulant ainsi l'économie. Cependant, la disponibilité de données commerciales sur le genre, et notamment dans les pays du groupe ACP, fait sérieusement défaut. Dans la plupart de ces pays, il n'existe aucune base de données ni d'informations actualisées sur la relation femmes/commerce, ni même sur le rôle spécifique qu'elles occupent dans l'économie de leur pays et/ou régions.

Si l'on veut développer une politique commerciale nationale ou régionale efficace, il est essentiel de mieux comprendre et analyser le rôle des femmes dans le commerce.

Concrètement, l'infrastructure relative à l'information commerciale a besoin d'être mise à jour dans les pays du groupe ACP. Le bénéfice profitera à tous, aussi bien aux décideurs, PME, institutions d'appui au commerce ou le grand public. Les Etats ACP seront alors en mesure de se positionner de manière plus pertinente sur la carte du commerce international.

Le programme TradeCom II a commencé ses activités le 14 Décembre 2015 avec une phase de démarrage de 4 mois. Durant cette période, l'Unité de Gestion de Programme a été mise en place et l'équipe d'experts a été mobilisée. Le rapport initial qui fournit la portée de la mission du programme et le cadre des activités ont été établis.

La phase de sensibilisation

Les experts du TradeCom II ont mené dans toutes les régions ACP, plusieurs missions d'évaluation des besoins avec pour objectif d'améliorer la visibilité du Programme et d'identifier les besoins spécifiques. Pour atteindre les acteurs clés et les bénéficiaires ACP, les missions sur le terrain ont été combinées à des ateliers et événements organisés dans diverses régions ACP très fréquentées par les principales parties prenantes.

Mission à Genève

Dans le courant du mois de Février 2016, une mission dirigée par le chef d'équipe, M. Ahmed Ndyeshobola et Mme Poonam Mohun, Expert en commerce régional, s'est déplacée à Genève pour présenter le programme TradeCom II aux principales parties prenantes. Le responsable permanent du Bureau ACP basé à Genève, l'Ambassadeur Marwa Joel Kisiri, s'est joint à l'équipe de la mission. Des rencontres ont eu lieu entre le Groupe ACP basé à Genève, la Mission Permanente de l'Union européenne à l'OMC ainsi qu'avec la CNUCED et le directeur général adjoint de l'OMC. Les domaines de collaboration ont été discutés avec l'OMC dans le cadre du renforcement des capacités par l'Institut de Formation et de Coopération Technique (IFCT) et également avec la CNUCED pour un partage de l'expertise technique.

Mission dans les Caraïbes

Mme Poonam Mohun, Expert en commerce régional, a participé à l'atelier de planification régionale du Programme Hub & Spokes II aux Caraïbes qui s'est déroulé en Jamaïque en fin Février 2016. A cette occasion, elle a pu partager avec les différents représentants des états membres de la CARICOM, l'objectif du Programme et l'évaluation de leurs besoins.

L'assistance technique nécessaire dans la région se focalise sur une poursuite du renforcement de l'intégration régionale et de l'application des APE. Un autre besoin crucial a été identifié: le manque de statistiques en matière commerciale dans la région



Mission en Afrique Occidentale

Le Dr. El Hadji A. Diouf, Expert en commerce multilatéral, a également effectué une mission au Nigeria en Février 2016. Plusieurs réunions ont eu lieu avec des hauts fonctionnaires de différentes institutions, dont le ministère du Commerce du Nigeria, la Commission de la CEDEAO, la délégation de l'UE au Nigeria ainsi qu'avec la représentation de la BAD.

C'est avec un réel enthousiasme que les principaux intervenants ont salué le programme TradeCom II. L'assistance technique proposée par le programme sur les grands enjeux commerciaux de la région arrive à point nommé. Entre autres thématiques, les domaines suivants sont inscrits en bonne place sur l'ordre de priorité: la mise en œuvre des accords OMC, la ratification et l'application des APE et les processus d'intégration régionale de la CEDEAO et de l'UEMOA.

Mission en Afrique australe et orientale

Dans le cadre du Programme, deux missions destinées à évaluer les besoins ont été envoyées en Afrique australe et orientale. Le public cible étaient les trois CERs du COMESA, de la CAE et de la SADC.

Des réunions ont eu lieu avec des fonctionnaires des ministères du commerce, des représentants du secteur privé, les délégations de l'UE au Kenya et en Zambie et les contractants des programmes financés par l'UE au Kenya, avec pour objectif de maximiser les synergies et éviter les duplications de projet. Au cours de ces missions d'évaluation des besoins, une liste d'activités prioritaires en assistance technique dans le domaine du commerce a été établie par pays et par région afin d'assurer une exécution rapide des plus urgentes d'entre elles



Mission en Afrique centrale

La dernière semaine de Mars 2016, Dr El Hadji A. Diouf, Expert en commerce multilatéral du TradeCom II, a participé à la réunion régionale sur les APE organisée à Douala, au Cameroun. C'était l'occasion pour le Programme de rencontrer les représentants des deux organisations régionales (CEMAC et CEEAC) et ceux de l'Afrique centrale impliqués dans les négociations de l'APE.

Des rencontres ont également eu lieu à Yaoundé avec le ministère du Commerce, le parlement et les représentants du secteur privé. Elles ont permis l'identification des priorités aux niveaux national et régional, pour une assistance technique ciblée, efficace et dans des délais raisonnables.



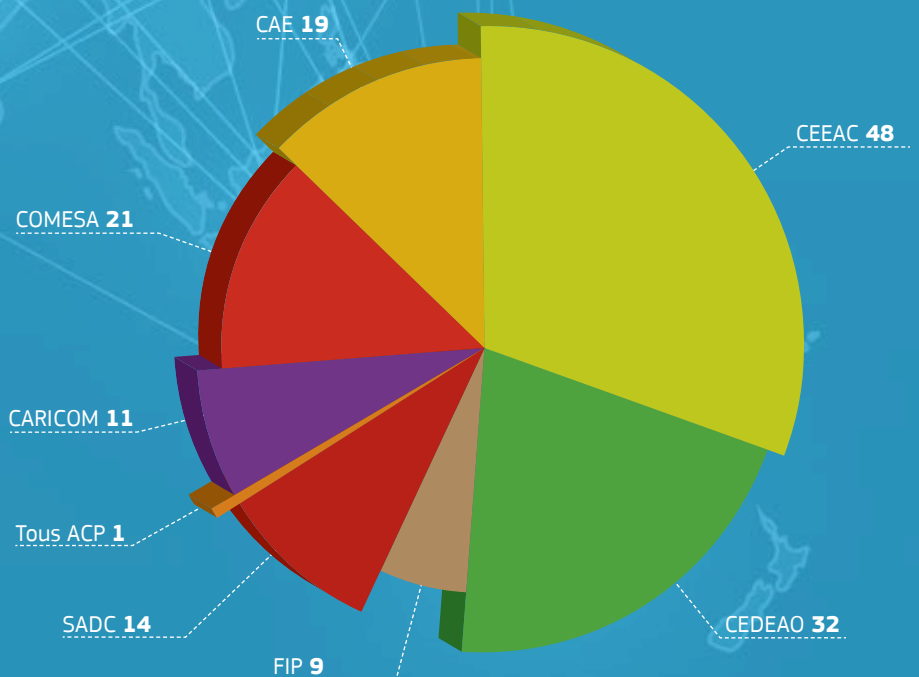
Mission dans le Pacifique

En Mars 2016, le TradeCom II a organisé une mission de courte durée à Fidji. L'idée était de participer à l'atelier de planification régionale du Pacifique et de pouvoir rencontrer les conseillers commerciaux des différents États membres afin de discuter avec eux, des besoins spécifiques pour une assistance technique sur le commerce.

Les principales priorités mises en évidence sont un appui au renforcement du cadre d'intégration régionale du Pacifique et le renforcement du processus consultatif national, plus particulièrement avec le secteur privé.



Suite aux missions sur le terrain et les actions de visibilité entreprises par l'UGP, les États membres ACP et CERs ont soumis, à ce jour, 155 demandes d'assistance technique. Elles sont actuellement en cours de traitement.



NÉGOCIATIONS COMMERCIALES : LES RÉGIONS ACP AU SERVICE DU MULTILATÉRAL ?



Dr. El Hadji DIOUF

TradeCom II - Expert en Commerce Multilatéral



Pour les pays ACP, les fronts de négociations commerciales se multiplient. Tous imbriqués (OMC, Accords de Partenariat Economique, Intégration région régionale, Méga Accords etc.). Et ce n'est pas qu'une tendance conjoncturelle. C'est une réalité structurelle qui fait réfléchir sur de véritables stratégies d'harmonisation aux différents niveaux régionaux.

La dimension régionale est le recours évident pour les pays ACP, pour espérer garder un leadership crédible dans les négociations commerciales multilatérales, et avoir des gains tangibles sur leurs différentes économies. Les politiques commerciales régionales des pays ACP pourraient être plus fluides et plus prévisibles. Leurs processus d'intégration commerciale subissent les faits plus qu'ils ne les impulsent. Le fameux « bol de spaghettis » n'a jamais été aussi fumant que dans la zone ACP. L'image d'aujourd'hui correspond certes à des volontés d'intégration assumée, mais déstabilisée par des intérêts concurrents sur des espaces géographiques différents.

Les nombreux défis soulevés ne trouvent pas de réponses dans les configurations régionales actuelles qui ne correspondent pas au champ défini par les politiques commerciales communes existantes. Ramenées aux Accords de Partenariat Economique (APE), les mêmes incohérences subsistent. Le principe de la libre pratique qui garantit la libre circulation des biens et des services dans un même territoire douanier autonome, compte non tenu de leurs origines, met à nu les brèches ouvertes par les APE intérimaires individuels signés par quelques pays en développement. Tout produit européen, exporté sous ce régime, en Duty free/Quota free, est dans les faits en libre circulation dans la région concernée par l'effet de l'existence des unions douanières comme l'UEMOA, la CEMAC, la CEDEAO et la CAE.

Un régionalisme commercial volontaire, ...et une rationalité défailante

L'Afrique de l'Ouest d'abord. Une volonté de politique commerciale commune énoncée à travers le Tarif Extérieur Commun (TEC) de l'UEMOA, transposée dans l'espace plus globalisant de la CEDEAO, avec une cinquième bande tarifaire

en prime. Mais la CEDEAO est désagrégée par l'existence de trois régimes commerciaux différents et antinomiques à l'idéal commercial régional énoncé. Les PMA sont sous le régime de l'Initiative tout Sauf les Armes vis à vis de l'Union Européenne (UE) ; la Côte d'Ivoire et le Ghana qui ont signé des Accords de Partenariat Economique (APE) individuels sont censées exporter vers l'UE suivant ce nouveau régime ; alors que le Nigéria qui n'est ni Pays Moins Avancé (PMA), ni signataire d'APE individuel est assujéti au Système Général de Préférences (SGP) de droit commun européen.

L'Afrique centrale ensuite, avec une organisation régionale (CEMAC) disposant d'un TEC, et de réelles velléités de la rapprocher de la CEEAC pour une politique commerciale régionale harmonieuse. Elle est dans la même configuration que l'Afrique de l'ouest. Le Cameroun a signé un APE intérimaire et est censé exporter vers l'UE suivant ce régime. Les PMA de la région (Tchad, Centrafrique, Guinée Equatoriale, Sao Tomé et Principe) restent couverts par l'Initiative Tout Sauf les Armes alors que le Gabon et le Congo, pays en voie de développement, restent assujéti au SGP de droit commun européen, comme le Nigéria. Dans les deux situations, en Afrique de l'ouest comme du centre, il y a une volonté assumée de mise en commun des politiques commerciales ; mais au final, on se retrouve dans la situation d'Une Région, avec TROIS régimes commerciaux, pour ZERO intégration. Chercher l'erreur !

La COMESA, la SADC et la CAE impulsent un processus important de création d'une Zone de libre Echange ambitieuse, et s'inscrivant dans le processus plus général de la création de la Communauté Economique Africaine. Elle ira du Caire au Cap, regroupera 26 pays africains, pour un marché de 578 millions de personnes. Un vrai espace commercial, avec de réelles possibilités d'échanges qui constituent une réponse pertinente au problème du déficit du commerce intra africain.

Les régions Pacifique et Caraïbes semblent présenter plus d'homogénéité. Les Caraïbes ont conclu leur APE depuis 2010 et font face à des problèmes de mise en œuvre qui doivent servir de laboratoire aux autres pays de la zone ACP. Les pays du Pacifique semblent être dans la même cadence, sur

les APE, que les pays du continent africain et font subissent aussi les désagréments régionaux liés à des APE intérimaires. Au total, les régimes commerciaux différenciés dans les différentes régions ne favorisent par le développement du commerce intra-ACP qui devrait être une bonne alternative aux lenteurs du cycle de Doha.

Un régionalisme fort, en recours et en complément à l'OMC

Les superpositions d'organisations régionales ont généré des processus asynchrones d'intégration que les APE ont aussi aidé à révéler davantage. Après les micro-rationalisations internes au niveau des organisations concernées, il faudra passer à l'étape supérieure de l'élimination progressive des barrières artificielles entre les différentes régions ACP.

A l'évidence, le processus tripartite COMESA, SADC, CAE nous revient comme un rappel à l'évidence de certaines réalités : commercer entre soi même d'abord, avant de commercer avec

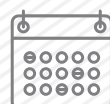
les autres ; se constituer en grands ensemble pour bénéficier d'un grand marché crédible aussi du point de vue de la capacité de l'offre que d'un marché potentiel en convoitises. Voilà les priorités commerciales pour les pays ACP.

En perspectives, une Zone de libre Echange CEDEAO/ UEMOA/CEMAC/CEEAC engloberait à priori 24 pays. Le 25ème qui serait la RDC pourrait constituer à la fois une zone tampon et une rampe de lancement pour deux grandes zones de libre Echange africaines qui iraient du Caire au Cap et de Dakar à Djibouti. C'est peut-être là, la voie d'accélération de la zone de libre-échange continentale africaine tant attendue et le véritable point d'impulsion d'un commerce intra-ACP réel, porteur de développement et imbriquant les dimensions régionales et multilatérales du commerce. Seulement alors, les ACP pourront réellement espérer peser sur les négociations commerciales internationales, à partir des forces de négociation de leurs régions.



Lexique

- ACP** Afrique Caraïbes et Pacifique
- ACR** Accords Commerciaux Régionaux
- APE** Accords de Partenariat Economique
- BAD** Banque Africaine de Développement
- CAE** Communauté d'Afrique de l'Est
- CARICOM** Communauté Caribéenne
- CCI** Centre du Commerce International
- CEDEAO** Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- CEEAC** Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
- CER** Communauté Economique Régionale
- CNUCED** Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- COMESA** Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe
- CTA** Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)
- ECIPE** Centre européen d'économie politique Internationale
- FIP** Forum des îles du Pacifique
- JED** Journées Européennes de Développement
- MNT** Mesures non tarifaires
- OECD** Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECD)
- OMC** Organisation Mondiale du Commerce
- OTC** Obstacles Techniques au Commerce
- PME** Petites et Moyennes Entreprises
- PTCI** Le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement
- RCEP** Le Partenariat régional économique global
- RDC** République Démocratique du Congo
- SADC** Communauté de développement d'Afrique australe
- SGP** Système Général de Préférences
- TPP** Accord de Partenariat Transpacifique
- UE** Union Européenne
- UEMOA** Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
- UGP** UGP : Unité de Gestion de Programme



Prochains Événements

- JUN

BAD / CCI - Table ronde sur les mesures non tarifaires dans la CEDEAO
Abidjan, 14-15 Juin

Journées Européennes de Développement
Bruxelles, 15-16 Juin

OMC - Semaines de Genève
Genève, 20 Juin
- JUILLET

CNUCED
Forum mondial sur les produits de base
Nairobi, 15-16 Juillet

CNUCED XIV
Nairobi, 17-22 Juillet

Journées Européennes de Développement 2016: Action conjointe en faveur des pays ACP

Les **Journées Européennes du développement 2016 (JED2016)** approchent à grands pas. Elles se dérouleront du 15 au 16 juin 2016, à Bruxelles. Pour cette année, un accent sera mis sur l'élaboration de l'Agenda 2030 en matière de développement durable et des contributions multipartites qui pourront transformer ces EDD en un forum particulièrement engageant et participatif.

Dans un esprit de coopération, le **Centre technique de l'UE-ACP pour la coopération agricole et rurale (CTA)**, le **Programme de l'UE-ACP des Obstacles Techniques au Commerce (OTC)** et le Programme de l'UE-ACP du **TradeCom II** organiseront conjointement lors des JED2016, deux débats importants sur les questions urgentes relatives au développement dans les Etats du groupe Caraïbes, Afrique et Pacifique (ACP).

Le premier débat aura pour thème: «*Les récents Développements internationaux en matière de commerce agricole et les objectifs du développement durable dans les Etats du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique*». Il se tiendra à Bruxelles, le **15 Juin 2016 de 9h30 à 10h45**.

Ce débat apportera un éclairage d'experts en la matière et permettra aux participants d'échanger sur la façon dont le renforcement des partenariats public-privé, l'investissement et les tendances actuelles et futures du commerce peuvent contribuer au développement des pays les plus pauvres. Les intervenants dont Arancha González (Directrice exécutive du Centre du Commerce International - CCI) et Daniel Gad (Directeur général, Omega Farms Ethiopie) débattront sur ce sujet et partageront leurs points de vue avec l'assemblée.
Pour plus d'informations: <http://bit.ly/22x92n8>

Le second débat est intitulé: «*Le traitement des normes alimentaires dans les Méga-ACR, incidences politiques pour les Etats du groupe ACP*». Il se tiendra à Bruxelles, le **16 Juin 2016 de 9h15 à 10h30**.

Les règles régissant le commerce international sont de plus en plus définies par des méga-ACR tels les PTCI, TPP et RCEP. Ces accords ont d'importantes incidences dans le développement des pays du groupe ACP en termes d'intégration globale dans les chaînes de valeur internationales, de capacité à négocier des cadres réglementaires et de capacité des producteurs ACP à respecter les coûts de mise en conformité avec des normes alimentaires plus strictes. Ce groupe recevra les contributions d'experts tels que Roderick Abbott (ECIPE) qui débattront et donneront leur point de vue respectif sur l'intérêt qu'apporte le développement récent du commerce international dans le développement des pays ACP.
Pour plus d'informations: <http://bit.ly/1qu3sUp>

Pour en savoir plus sur les JED 2016, visitez www.eudevdays.eu et suivez-nous sur twitter **#EDD16**









TRADE, GROWTH AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT

DEVELOPMENTS IN AGRICULTURAL TRADE AND THE SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS IN AFRICAN, CARIBBEAN AND PACIFIC COUNTRIES

Debate **D6** June 15, 2016 09:30 to 10:45

TRADE, GROWTH AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT

THE TREATMENT OF FOOD STANDARDS IN MEGA-REGIONAL TRADE AGREEMENTS

Debate **D1** June 16, 2016 09:15 to 10:30

eudevdays.eu 15-16 JUNE 2016 **Tour&Taxis** Brussels